

Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945)

Olivier Wieviorka

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2005/1 (N^O 85), PAGES 5 À 19
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 2724630025

DOI 10.3917/ving.085.0005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2005-1-page-5.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945)

Presses de Sc. Po. | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

2005/1 - no 85

pages 5 à 19

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2005-1-page-5.htm>

Pour citer cet article :

"Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005/1 no 85, p. 5-19.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sc. Po..

© Presses de Sc. Po.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

GUERRE CIVILE À LA FRANÇAISE ? LE CAS DES ANNÉES SOMBRES (1940-1945) *

Olivier Wieviorka

La guerre civile a-t-elle eu lieu ? En reprenant les critères de définition élaborés collectivement en 1995 sous la direction de Jean-Clément Martin (*La guerre civile entre Histoire et Mémoire*), et en les appliquant au cas français pendant l'Occupation, Olivier Wieviorka s'interroge sur la pertinence du concept de « guerre civile », dont la plupart des historiens usent – et abusent ? – pour rendre compte des « années sombres ».

Que la France ait, durant les années sombres connu les affres de la guerre civile, ne semble plus aujourd'hui faire débat dans la communauté scientifique. « La seconde guerre mondiale n'est pas seulement, on le sait, une guerre nationale ou patriotique pour la France ; elle est aussi, du fait même de l'existence du régime de Vichy, une guerre civile, en particulier dans sa phase ultime » relève l'historienne Jacqueline Sainclivier¹. Henry Rousso, pour sa part, évoque « la guerre civile qui atteint son paroxysme en 1944 et se poursuit à la Libération avec l'épuration² ». Dans une tout autre veine, le journaliste Henri

Amoureux reprend cette conception comme le révèlent les sous-titres de sa *Grande histoire des Français sous l'Occupation*. Au temps du consensus qui rassemble « quarante millions de pétainistes » succèdent en effet « les passions et les haines » (avril-décembre 1942) puis « l'impitoyable guerre civile » (décembre 1942-décembre 1943), les « règlements de comptes » (septembre 1944-janvier 1945) clôturant – enfin ! – une période décidément fertile en discordes.

Le sens de ce concept varie bien entendu en fonction de l'usage qu'en proposent les auteurs. Pour les collaborationnistes, il permet après-guerre de diaboliser la résistance intérieure et le général de Gaulle jugés coupables d'avoir déclenché en France un bain de sang – procédé commode qui vise à exonérer de leurs crimes les tenants de la collaboration. Henri Amoureux, pour sa part, utilise la notion pour renvoyer dos à dos les extrémistes dont fut victime une population se contentant, pour plagier l'abbé Sieyès, d'avoir vécu. Henry Rousso, enfin, l'exploite pour caractériser les méandres d'une mémoire assurément marquée par les querelles fratricides des années sombres.

On sait, pour reprendre les critères posés par Raymond Aron, que la valeur d'une définition ne tient pas à son improbable vérité mais à son utilité ou, si l'on préfère, à sa valeur heuristique. Or, cette valeur apparaît en l'occurrence contestable, le terme de guerre civile paraissant à bien des égards inapproprié pour qualifier

* Jean-Pierre Azéma, Jean-François Chanut, Marie-Claire Lavabre, Henry Rousso, et Anne Simonin ont accepté de relire ou de discuter ce texte. Qu'ils soient remerciés pour leurs remarques, parfois critiques, qui m'ont amené à rectifier certaines thèses. Les points de vue ici développés comme les erreurs qui peuvent subsister restent, bien entendu, de ma seule responsabilité.

1. Jacqueline Sainclivier, in Jean-Clément Martin (dir.), *La Guerre civile entre Histoire et Mémoire*, Nantes, Ouest Éditions, 1995, p. 200.

2. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Le Seuil, coll. « Points/Histoire », 1990 (1^{ère} éd. 1987), p. 13.

la situation qui caractérise la France durant la seconde guerre mondiale. La première critique porte sur la périodisation. La guerre civile recouvre-t-elle l'ensemble des années sombres – débutant dès 1940, elle s'achèverait alors en février 1945, date à laquelle le territoire français se voit libéré dans sa quasi-intégralité. Englobe-t-elle par ailleurs les lendemains de la Libération, incorporant alors l'épuration – que cette dernière soit régulière ou extrajudiciaire ? Les auteurs ne tranchent pas clairement sur ces points alors que les partis pris postulent des lectures différentes du phénomène. Admettre que le conflit fratricide débute dès 1940 revient à construire et le régime de Vichy, et le pouvoir gaulliste comme des entreprises de guerre civile ce qui, nous le verrons, reste à démontrer. Placer l'épuration sous les auspices de la guerre civile semble tout aussi problématique. Si la guerre civile résulte « d'une concurrence exacerbée entre projets nationaux, la conquête du pouvoir représentant l'objectif à atteindre pour faire triompher un des modèles en compétition¹ », force est d'admettre que l'épuration française déroge à cette définition puisqu'elle n'intervient, dans sa masse, qu'après l'installation du pouvoir gaulliste. Quand ils analysent les exemples grec ou espagnol, les historiens considèrent les violences que le pouvoir exerce, la victoire acquise, comme une conséquence de la guerre civile, et non comme l'une de ses composantes. L'Hexagone dérogerait à cette règle, hommage douteux ici rendu à l'exception française.

Cette hésitation renvoie à un second questionnement : qu'entendre par guerre civile ? Dans son livre pionnier, Henry Rouso propose ainsi de désigner « sous le vocable générique de "guerre civile" », la « multiplicité des fractures internes » qui, par les coups portés, ont engendré la mort, l'emprisonnement, ou l'exclusion professionnelle de milliers de victimes² ». Il place

ainsi en exergue tant l'intensité du conflit qu'un bilan jugé, à bien des égards, impressionnant. Les définitions, – comme toujours – invitent au débat. Et sans prétendre atteindre une vérité absolue, la guerre civile nous semble régie par de tout autres paramètres.

En rappelant que la guerre civile – la Grèce, l'Espagne ou les États-Unis le confirment – est une guerre, c'est-à-dire un affrontement armé. Elle postule donc la violence, une violence qui place face-à-face des forces guerrières. Elle est, dans le même temps, civile au sens plein du terme. Au nom d'une conception unitaire de la citoyenneté que porte chacun des camps, elle conduit à un conflit qui ne mobilise pas exclusivement des professionnels de la guerre. Pleinement « civils », les combattants sont amenés à lutter contre leurs frères dans un conflit que marque la radicalité. À cette aune, la guerre civile se caractérise par sa forte capacité de mobilisation. Elle exige que chaque citoyen se place au service de la cause et elle parvient, par les enjeux qu'elle pose et propose, à mobiliser des milliers d'individus ; elle marque, par ailleurs, les civils puisqu'elle n'hésite pas à prendre en otage les populations sur lesquelles elle exerce, d'Atlanta à Guernica, sa violence. La guerre civile, enfin, n'est pas exclusivement civile. Parce qu'elle associe, tout d'abord des militaires, parfois à l'origine même du conflit – l'exemple de Franco vaut à cet égard paradigme. Parce que parfois interfèrent des puissances étrangères. La Grande-Bretagne intervient dans la guerre de Sécession ; l'Allemagne, l'Italie et l'Union soviétique aident les belligérants espagnols ; Britanniques, Américains, Russes et Yougoslaves se mêlent des affaires intérieures de la Grèce.

Ces paramètres dessinent ainsi les contours d'une définition qui amène à s'interroger sur la pertinence de son application au cas français. Peut-on sans hésiter placer la France des années sombres sous l'oriflamme maudite de l'affrontement fra-

1. Dimitri Nicolaïdis, in Jean-Clément Martin (dir.), *La guerre...*, op. cit., p. 28.

2. Henry Rouso, *Le Syndrome...*, op. cit., p. 16.

tricide ? Cette question n'est pas sans intérêt dans la mesure où elle invite à renouveler les interrogations qui s'adressent au régime de Vichy. Le totalitarisme en général et le fascisme en particulier se caractérisent en effet par leur capacité à mobiliser et à politiser les masses – ne serait-ce qu'en leur imposant une « religion politique »¹. Souligner la passivité de l'État français à l'été 1944 revient dès lors à réfléchir sur la nature d'un régime qui refuse, à la différence de la République de Salo, de mobiliser les civils et l'appareil d'État pour assurer sa survie – signe d'une emprise totalitaire somme toute limitée. Affirmer que la France a échappé à la guerre civile conduit par ailleurs à réfléchir sur les causes de cette exemption et à se demander si la mémoire du passé n'a pas pesé pour inciter les Français à éviter un conflit que la masse, dans ses profondeurs, rejetait.

○ LA GUERRE CIVILE N'A PAS EU LIEU

La guerre civile, on l'a dit, oppose deux camps fermement décidés à se battre « pour la conquête de l'État et de son monopole de la violence ». Par sa logique interne, elle est, « par définition, "guerre totale" [...] et ne tolère pas la neutralité »². Visant à la conquête du pouvoir, elle se caractérise donc et par une extrême violence – produit de la radicalité –, et par une forte capacité de mobilisation. Autant le dire d'emblée, ces critères ne caractérisent guère la France des années sombres.

Certes, deux pouvoirs, entre 1940 et 1944, prétendent au pouvoir et leur confrontation se place sous les auspices de la violence. Le régime de Vichy et le pouvoir gaulliste s'opposent dès 1940 et le conflit emprunte parfois une tonalité guerrière. Au sommet, les chefs déclenchent des affrontements fratricides qu'il s'agisse de l'épisode de

Dakar (qui provoque plusieurs centaines de morts en septembre 1940), de la guerre en Syrie (6 000 hommes mis hors de combat en 1941), voire du débarquement en Afrique du Nord où les troupes françaises reçurent l'ordre d'accueillir les soldats alliés au son du canon. À la base, deux camps s'affrontent également, parfois les armes à la main comme le suggère le tragique exemple des Glières (février 1944) où des Français (maquisards) combattirent d'autres Français (militiens). Plus généralement, la lutte – civile ou militaire – qui oppose les résistants aux vichystes et autres collaborateurs a bien dressé deux France fort décidées à imposer leur loi. Peut-on pour autant qualifier ces affrontements souvent violents, parfois barbares, de guerre civile ? La réponse appelle, *a minima*, quelques nuances.

La volonté d'emporter la victoire à n'importe quel prix nourrit la violence de la guerre civile. Franquistes et républicains, sudistes et confédérés, communistes et conservateurs grecs se battirent jusqu'au bout et la guerre civile ne s'achève qu'après la défaite militaire de l'ennemi. À cette aune, les protagonistes français apparaissent pour le moins timorés. Loin de plébisciter l'affrontement, ils s'efforcent souvent de l'éviter, quand la cause semble perdue tout au moins.

Constatant que « la tentative d'entrer dans la place à l'amiable a échoué », Charles de Gaulle préfère ainsi renoncer à prendre Dakar puisque « le débarquement de vive force et l'assaut donné aux ouvrages mèneraient à une bataille rangée que, pour ma part, je désire éviter »³. De même, le ralliement de l'Empire qu'opèrent les forces à croix de Lorraine s'accomplit tantôt de façon pacifique (Nouvelles-Hébrides, Polynésie, Tchad, Oubangui-Chari...), tantôt par des coups de main (Congo...) qui excluent une logique de la lutte armée. C'est dire que l'épisode de Syrie, pour dramatique qu'il fût, représente

1. Emilio Gentile, *La Religion fasciste*, Paris, Perrin, 2002 (éd. italienne 1993).

2. Gabriele Ranzato, in Jean-Clément Martin (dir.), *La Guerre civile...*, op. cit., p. 23.

3. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre. L'Appel*, Paris, Presses Pocket, 1980 (1^{re} éd. 1954), p. 135.

non la règle mais l'exception. Pour rallier les colonies françaises, de Gaulle, autant que faire se peut, a évité de faire couler le sang. Du point de vue politique, Charles de Gaulle a de même privilégié l'œcuménisme sur l'affrontement. Certes, il manifeste à l'égard de Vichy une hostilité de principe énoncée dès 1940 dont il ne se départira pas. Mais s'il blâme les chefs, il évite en revanche de jeter l'anathème sur l'ensemble des Français et accueille avec libéralité les transfuges de l'État français. Charles Vallin, pourtant vichyste patenté, est cordialement reçu à Londres en septembre 1942. Et Juin comme de Lattre obtiennent un commandement dans les armées gaullistes malgré un passé vichyste sur lequel on ne s'appesantira pas. On mesure ici ce qui oppose le chef de la France libre au Caudillo. Alors que les individus qui d'une manière ou d'une autre n'avaient pas manifesté d'emblée clairement leur « inébranlable adhésion au mouvement » devaient être durement châtiés par le pouvoir franquiste¹, de Gaulle sut jeter le manteau de Noé sur les grâces tardives. Dans la conduite de la guerre en France métropolitaine, le chef de la France libre, enfin, procède avec la même prudence. Loin de plaider pour une action terroriste, il condamne « l'action directe » que plébiscitent les communistes à partir d'août 1941 – même s'il se garde bien de l'empêcher. Il privilégie, de même, le renseignement sur la guérilla, réservant en quelque sorte la résistance à une élite de « professionnels » dûment encadrée par les réseaux plutôt qu'il n'incite l'ensemble des Français à basculer dans la lutte armée. Ces éléments le confirment, Charles de Gaulle n'a en rien suivi une logique de la guerre civile qu'il s'agisse de rallier l'Empire, de combattre le Reich et son complice vichyste, voire de mobiliser les Français dans la lutte clandestine. Il a au contraire privilégié le ralliement – sur une base œcumé-

nique dont il faut rappeler qu'elle court du Parti communiste à la très réactionnaire Fédération républicaine. Il a de même évité, autant que faire se peut, les affrontements fratricides – bien que la radio de Londres ait pu appeler à combattre, voire à liquider, les collaborateurs en général et les membres de la Milice en particulier.

La Résistance intérieure a-t-elle dans sa masse adhéré à cette ligne ? Certes, les Français engagés dans la Résistance ont parfois combattu d'autres Français, qu'ils fussent engagés à l'ombre de la francisque ou de la croix gammée. Secrétaire d'État à l'Information, Philippe Henriot est ainsi abattu par un commando du Mouvement de libération nationale le 28 juin 1944. Les miliciens sont souvent victimes de coups de mains, qu'il s'agisse de Paul de Gassowski, chef départemental adjoint de la Milice des Bouches-du-Rhône (liquidé le 28 avril 1943) ou de Henri Burgat, milicien grenoblois tué le 24 juin 1943. Les forces clandestines, parfois, sont amenées à commettre des crimes. Outre le responsable milicien de Voiron, Ernest Jourdan, des résistants, par panique, tuent six membres de sa famille dont la grand-mère et une enfant de trois ans, tuerie aussitôt exploitée à grand son de trompe par la propagande de l'État français². Sans nier l'existence ou l'importance de ces phénomènes, force est de souligner leur caractère minoritaire. Dans leur action, réseaux, mouvements et maquis ont rarement privilégié la lutte violente contre les Français – *a fortiori* les formes aveugles de terrorisme. Le recours à la violence a existé, il serait vain de le nier, mais il n'a été ni exclusif, ni même majoritaire. Dans leur masse, mouvements et réseaux ont privilégié l'action civile (presse clandestine, fabrication de faux papiers, désobéissance civile), renseignement et sabotage, lutte ouverte dans les maquis – au demeurant dirigée contre les Allemands plus que

1. Alberto Reig Tapia, in Jean-Clément Martin (dir.), *La guerre...*, op. cit., p. 113.

2. Pierre Giolitto, *Histoire de la Milice*, Paris, Perrin, 1997, p. 269.

contre les Français. Les affrontements ouverts entre compatriotes, voire l'utilisation de méthodes terroristes figurent dans le « répertoire » des forces clandestines mais n'en forment une composante ni exclusive, ni même majoritaire.

Le Parti communiste français semble en revanche se démarquer de ce schéma. Il recourt, on le sait, à la violence et semble placer la Libération sous les auspices de la guerre civile. L'ordre général que lance le colonel Rol-Tanguy le 1^{er} juin 1944 prescrit ainsi « l'extermination des éléments de guerre civile (miliciens de Darnand, traîtres et collaborateurs notoires) »¹. Et le PCF s'efforce, en formant ses Milices patriotiques, de se doter d'un instrument susceptible d'encadrer les masses. Ce dessein, pourtant, ne constitue qu'un élément dans la stratégie complexe menée à l'été 1944. La lutte contre le Reich, tout d'abord, reste prioritaire et l'on peut relever que la violence vise en priorité l'occupant, comme le suggère le slogan « À chacun son Boche ». Le parti, par ailleurs, s'est engagé depuis janvier 1943 dans une politique d'union nationale qui limite sa marge de manœuvre – quelles que soient par ailleurs ses arrière-pensées. Il mesure en outre la réalité d'un rapport de forces qui lui reste défavorable, tant en raison de la présence des forces alliées sur le territoire qu'en raison des réticences que manifeste la population française, peu désireuse de s'engager en masse dans les Milices patriotiques. « Les efforts pour constituer des milices patriotiques de masse se soldent par des échecs. À l'exception peut-être du Bas-Languedoc, partout ailleurs, les études démontrent l'inexistence ou, au mieux, l'extrême faiblesse de ces milices »². De même, l'insurrection nationale se solde, à l'échelle de la France entière, par un échec puisque sur 212 grandes villes, 5

seulement se libèrent grâce à la mobilisation de leurs habitants³. Même si le PCF envisage de déclencher une guerre civile – hypothèse qui reste à vérifier –, il n'a en aucun cas les moyens de la mener, donnée dont les dirigeants communistes – Staline inclus – prennent assez tôt la mesure.

La réalité se présente, bien entendu, sous un jour différent dans le camp du vichysme et de la collaboration. Par leurs discours comme par leurs actes, les collaborationnistes ont attisé les brandons de la haine – mais il est vain d'épiloguer sur des cas somme toute connus. La politique de l'État français appelle en revanche un jugement moins tranché. Vichy, il serait vain de le nier, se situe délibérément dans une logique de l'exclusion et de la violence. Pour tremper la communauté nationale et l'épurer de ses éléments douteux, le régime exclut (les juifs, les communistes, les francs-maçons...), interne ou emprisonne (juifs étrangers, communistes, et républicains) et, sur un mode mineur mais non moins détestable révoque à tour de bras autorités administratives et politiques. Le bilan se révèle accablant. 135 000 personnes ont été condamnées, 70 000 suspects internés, 35 000 fonctionnaires subissant, enfin, la révocation⁴. Vichy – Philippe Pétain en tête – a donc bien pour horizon une « communauté exclusive », acceptant le « principe marqué qu'il est des opinions inconciliables »⁵ – logique qui crée le cadre d'une possible guerre civile. Le discours haineux que tient le régime pétainiste, par ailleurs, tend à réactiver des failles qui ont, depuis 1789, divisé les Français. Son programme réactionnaire, anti-républicain, clérical, corporatiste et antisémite se situe dans le droit fil de la contre-révolution tout en activant des discordes qui ont, durant les années 1930,

1. Rol-Tanguy, Ordre général, 1^{er} juin 1944, cité in Colonel Rol-Tanguy et Roger Bourderon, *Libération de Paris. Les cent documents*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1994, p. 81.

2. Philippe Buton, *Les lendemains qui déchangent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1993, p. 102-103.

3. *Ibid.*, p. 104-105.

4. Chiffres cités par Henry Rouso, *Le Syndrome...*, *op. cit.*, p. 15-16.

5. Jean-Clément Martin, *Révolution et contre-révolution en France de 1789 à 1995. Les rouages de l'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996, p. 147.

divisé les Français. Vichy, dans cette mesure, articule le temps long de la contre-révolution au temps court de la crise des années 1930, amplifiant des dissentiments anciens et récents générateurs de fractures. Mais si ses pratiques barbares et ses discours de haine créent un climat de guerre civile, ils ne suffisent pas à placer la France dans une configuration de guerre civile.

La guerre civile se caractérise en effet par un affrontement entre deux camps. Or, force est de constater que la politique vichyste, de 1940 à 1942, ne rencontre qu'une faible opposition. La France libre, en 1940, rassemble 35 000 volontaires sur le sol anglais. La résistance, à la même date, regroupe – sous bénéfice d'inventaire – quelque 30 000 personnes¹. De sorte qu'entre 1940 et 1942 – période au cours de laquelle le régime espère conduire sa Révolution nationale – les forces s'opposant à l'État français restent dérisoires. Le terme de guerre civile se révèle donc d'un usage délicat puisqu'il n'y a pas, au sens strict, de guerre. Cette réalité complexe amène dès lors à proposer un distinguo. L'État français a bel et bien créé un climat de guerre civile, de 1940 à 1942 sans que la France ne se situe dans une configuration de guerre civile durant les années sombres, les conditions objectives de l'embrasement n'étant de fait pas réunies.

La ligne que suit l'État français à l'été 1944 conforte, mais à front renversé, cette analyse. Loin de se battre pour défendre son existence, Vichy se contente d'appeler les Français à l'abstention. Le message que Philippe Pétain diffuse le 6 juin 1944 demande « aux fonctionnaires et aux travailleurs de rester à leur poste » et invite la population à ne pas « commettre d'actes qui pourraient entraîner de tragiques représailles »². Et le discours tenu aux légionnaires – pourtant piliers du régime – se révèle plus clair encore. Les consignes

« sont nettes et formelles : nous ne sommes pas dans la guerre. Votre devoir est de garder une stricte neutralité. Je ne veux pas de guerre fratricide. Les Français ne doivent pas se battre les uns contre les autres, leur sang est trop précieux pour l'avenir de la France et la haine ne peut que compromettre l'unité de notre pays qui est le gage de sa résurrection [...]. Légionnaires, je compte plus que jamais sur vous pour travailler à la réconciliation de tous les Français³. » Discours qui contraste, on le sait, avec la fermeté qu'exige Philippe Pétain en novembre 1942 : « Français, des officiers généraux au service d'une puissance étrangère refusent d'obéir à mes ordres. Généraux, officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée d'Afrique, n'obéissez pas à des chefs indignes. Je vous réitère l'ordre de résister à l'agression anglo-saxonne [...]. L'union est plus que jamais indispensable. Vous n'avez qu'un seul gouvernement : celui auquel j'ai donné le pouvoir de gouverner. Vous n'avez qu'une Patrie que j'incarne, la France⁴. »

De même, le maréchal Pétain, en 1944, délègue quelques intermédiaires – l'amiral Auphan, Bernard Ménétre, le commandant Féat... – pour entrer en contact avec Charles de Gaulle et négocier la remise de ses pouvoirs⁵. Que Vichy, après avoir réprimé la résistance, exercé ses violences sur la population et fulminé l'anathème contre Charles de Gaulle cherche à se rapprocher de son ennemi juré suscitera, selon les tempéraments, la colère ou le sourire. Le problème, toutefois, n'est ni de scruter les intentions de Philippe Pétain (évidemment désireux de légitimer son régime en le faisant reconnaître par le GPRF), ni de porter un jugement moral sur

3. Philippe Pétain, message aux légionnaires, 14 juin 1944, cité par Marc Ferro, *ibid.*, p. 563-564.

4. Philippe Pétain, message adressé à Pierre Boisson, arrivé le 20 novembre 1942, cité in Pierre Ramognino, *Pierre Boisson, un Proconsul de l'empire français*, thèse dirigée par Jean-Pierre Azéma, IEP-Paris, 2001, p. 348-349.

5. Jean-Paul et Michèle Cointet, « L'hypothèque de Vichy », in Fondation Charles de Gaulle, *Le Rétablissement de la légalité républicaine*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 287 sq.

1. Jean-Pierre Azéma, 1940. *L'année terrible*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 349.

2. Philippe Pétain, message du 6 juin 1944, cité in Marc Ferro, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987, p. 562.

elles mais de constater que la logique qui anime le chef de l'État, au moment du débarquement, ne s'assimile en rien à une guerre civile.

Certes, la Milice multiplie exactions et brutalités. Indissociable de l'État français, cette garde prétorienne mène, avant comme après l'opération Overlord, une guerre civile qu'elle prétend diriger. « Les ordres sont clairs » déclare ainsi Joseph Darnand le 6 juin 1944. « Considérez les ennemis de la France, les francs-tireurs et partisans, les membres de la prétendue armée secrète et ceux des groupements de résistance. Attaquez-vous aux saboteurs, qu'ils soient ou non parachutés. Traquez les traîtres qui essaient de saper le moral de nos formations [...]. La vie bourgeoise est révolue. Il ne faut pas craindre aujourd'hui de vivre dangereusement, pour ne pas subir le sort des esclaves qu'on égorge. Miliciens, Français, debout, et nous sauverons le pays¹. » La Milice, répétons-le, ne saurait être dissociée du régime vichyste. Force, néanmoins, est de constater que deux lignes s'opposent. Là où Joseph Darnand entend conduire une guerre civile, Philippe Pétain prône en retour l'attentisme. L'opposition entre ces deux lignes conduit au demeurant à des heurts, visibles dès 1943, dont la fréquence augmente en 1944. Dans sa masse, l'administration française condamne le comportement factieux ou criminel des hommes au gamma et s'emploie à limiter leur emprise. « Si nous tolérons les agissements de groupements qui, dans leur impatience ou leur irritation, se préparent à exercer des vengeance et à punir le crime par le crime, nous assisterons à la généralisation d'actes de banditisme. Les représailles répondront aux représailles et nous serons en pleine guerre civile. S'il est exact que des miliciens soient souvent hélas sauvagement assassinés, le seul moyen d'assurer leur protection est de mettre immédiate-

ment un terme à l'activité d'un mouvement qui, par ses procédés, accumule contre lui des rancœurs mettant en péril à la fois la vie de ses membres et la paix sociale » explique à Pierre Laval le préfet François-Martin, pourtant fort éloigné de la résistance, en 1943². Confronté à des difficultés identiques, son collègue Jean Quenette, préfet régional de Dijon, préfère remettre sa démission le 30 décembre 1943. Si la police, de même, traque sans états d'âme les communistes, elle réprime plus difficilement les autres forces clandestines. « La police a fait beaucoup contre les communistes mais beaucoup moins contre les mouvements nationaux de Résistance » observe le consul Schleier³. « La police française est utilisable contre les communistes mais peu sûre contre les mouvements nationaux de Résistance confirme Ernst Kaltenbrunner, chef de la Gestapo, en janvier 1944⁴. Cette distinction provoque d'ailleurs la colère de Joseph Darnand, peu disposé à admettre ces subtilités sémantiques. « Il n'y a pas de bons ou de mauvais maquis, il n'y a pas de maquis noirs ou blancs. Tous ces gens qui ne se livrent pas à des occupations normales, qui sont dans la nature, qui n'ont pas de moyens d'existence légaux sont des ennemis de notre pays. Nous devons agir contre eux » déclare-t-il lors d'une conférence qui, le 21 janvier 1944, rassemble les principaux responsables de la répression⁵.

À la veille comme au lendemain du débarquement, l'appareil d'État n'est donc en rien disposé à basculer dans une guerre civile que les chefs excluent et que la masse rejette, miliciens et collaborationnistes exceptés. De fait, et à la grande surprise des Anglo-saxons fraîchement débarqués sur les plages normandes, le pouvoir

1. Joseph Darnand, Appel aux forces du maintien de l'ordre, juin 1944, cité in Pierre Giolitto, *Histoire de la Milice*, op. cit., p. 421.

2. François-Martin, lettre à Pierre Laval, 11 décembre 1943, AN F¹^{BI} 769.

3. Rudolf Schleier au ministre des Affaires étrangères, 11 juin 1943, AN 72 AJ 72.

4. Ernst Kaltenbrunner à J. von Ribbentrop, 8 janvier 1944, AN 72 AJ 72.

5. Joseph Darnand, discours à l'hôtel Thermal, 21 janvier 1944, AN 72 AJ 260.

vichyste cède la place sans aucune opposition. Les maires loyalistes s'effacent devant leurs successeurs gaullistes, les préfets démissionnent sans discuter et les secrétaires généraux s'emparent des ministères sans heurts. « Jusqu'à la Terreur parisienne de Prairial [...], la violence naît plus d'un défaut d'État que d'un excès. La violence la plus nue trouve logiquement l'occasion de s'exprimer parce que tous les garde-fous ont été récusés les uns après les autres¹ » relève Jean-Clément Martin évoquant la Révolution française. Dès lors, « la Terreur et la violence ne peuvent pas être imputées à un excès d'État [...] mais à un défaut d'État, d'autant plus marqué qu'il a permis à des factions de se couvrir d'une autorité faible, quasi-introuvable² ». La France de 1944 confirme et infirme tout à la fois ce constat. Certes, les Miliciens et leurs amis contrôlent depuis 1943 une part de l'appareil d'État – prisons, tribunaux, force du maintien de l'ordre, propagande et information. Mais toute une part de l'administration résiste à cette emprise. Dans cette mesure, la Milice, au rebours du *parakratos* grec, se révèle incapable d'imposer sa loi à l'ensemble du pays. « Assurément, il serait tout à fait erroné de sous-estimer la capacité potentielle de l'État milicien d'investir les allées du pouvoir [...]. Reste que la Milice ne sut et ne put passer à une vitesse supérieure : elle stagna, ce qui pour une minorité agissante équivalait à régresser³. » De fait, alors qu'il prétendait se battre jusqu'au bout, Vichy se dissout en silence, disparaissant, à la surprise des observateurs alliés, « comme le chat d'Alice au pays des merveilles⁴ ». Curieuse guerre civile, en vérité, où l'un des camps refuse de livrer bataille, son chef

préférant emprunter le chemin de Yuste – entendons ici Sigmaringen. Pour parodier Clausewitz, l'État français, sachant la partie perdue, a plutôt joué la désescalade plutôt que « l'ascension aux extrêmes » à l'été 1944.

Si l'on admet que la guerre civile correspond à un combat mené, au nom d'une conception exclusive de la nation, par deux camps mobilisant des effectifs considérables, force est de constater que la France des années sombres en général et de la Libération en particulier ne correspond guère à ce schéma. Le camp gaulliste a, jusqu'en 1942 tout au moins, évité autant que faire se peut l'affrontement ; Vichy a, en 1944, tenté de dégager la voie d'un compromis tant avec les Américains qu'avec Charles de Gaulle. Loin de mobiliser et la population, et l'administration dans la défense désespérée de son régime, il a plutôt préconisé l'abstention que la lutte. Plutôt que d'opter pour un exil sans retour, Philippe Pétain a même décidé, embarrassant le pouvoir gaulliste, de se présenter en 1945 devant ses juges. Certes, la Milice, élément qu'on ne saurait dissocier de l'appareil d'État, a tenté d'engager le pays dans la guerre civile. Sa tentative, pourtant, a échoué, hormis quelques exemples locaux (Savoie par exemple), cette garde noire se révélant tout bonnement incapable de mobiliser une masse suffisante de Français.

De ce point de vue, les comparaisons se révèlent éclairantes. En 1939 – date de l'offensive finale –, l'armée franquiste rassemble un million d'hommes environ contre 600 000 pour le camp républicain, 1,7 million d'hommes ayant été au total touchés par les appels successifs⁵. La Phalange compte 240 000 militants en 1937, 650 000 en 1939 et ses milices regroupent 126 000 hommes⁶. La Milice française, en revanche, recrute en zone nord moins de 4 000 personnes, en zone sud tout au plus

1. Jean-Clément Martin, *Révolution et contre-révolution...*, op. cit., p. 106.

2. Jean-Clément Martin, in Jean-Clément Martin (dir.), *La Guerre civile...*, op. cit., p. 63.

3. Jean-Pierre Azéma, « La Milice », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 28, octobre-décembre 1990, p. 97-98.

4. Selon la formule d'un officier des forces spéciales américaines citée par Charles-Louis Foulon, « La Résistance et le pouvoir de l'État dans la France libérée », in Fondation Charles de Gaulle, *Le Rétablissement...*, op. cit., p. 190.

5. Chiffres donnés par Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Le Seuil, coll. « Points/Histoire », 1989, p. 241-242.

6. *Ibid.*, p. 188.

une trentaine de milliers « dont la moitié peuvent être considérées comme réellement actives¹ ». Dans le même temps, les forces clandestines regroupent 50 000 hommes en janvier 1944, 100 000 en juin 1944, peut-être 500 000 à la Libération². En Espagne, quelque 6 % de la population se mobilise militairement dans l'un ou l'autre camp. En France, cette proportion ne concerne, en prenant les chiffres les plus forts, qu'un pourcentage infime – 1,5 %. Si l'on ajoute aux combattants les résistants recensés (260 619 en 1994), les FFL (500 000 hommes enrôlés dont une nette majorité de troupes coloniales) et les quelque 250 000 collaborationnistes des hautes eaux de l'été 1942³, cette proportion monte péniblement à 2,5 %. Encore ce chiffre incorpore-t-il, à la différence de l'Espagne, des non-combattants. Dans *Le Cid*, le combat cessa faute de combattants. Pour la France, la guerre civile, pour des raisons identiques, n'a tout bonnement pas commencé faute de guerriers.

Le bilan humain confirme ce constat. Certes, les années d'Occupation se caractérisent, il serait vain de le nier, par l'ampleur des pertes subies tant par les civils que par les forces militairement engagées. Sur l'ensemble de la période, FFL et FFI enregistrent 78 000 morts auxquels s'ajoutent 60 000 déportés politiques, 75 000 déportés raciaux, 30 000 fusillés et 60 000 civils victimes d'opérations terrestres ou de massacres. Ces données sont cependant fallacieuses puisqu'elles amalgament ce qui relève de la collaboration, de la guerre civile et de la guerre tout court. Sur les quelque 300 000 victimes ainsi dénombrées, une minorité seulement tombe en raison d'affrontements opposant directement des Français à d'autres Français. Pourtant, ce chiffre, de toute évidence surestimé, se révèle sans commune mesure avec les pertes que subis-

sent, pour cause de guerre civile, la Grèce, l'Espagne ou les États-Unis. Entre 1936 et 1939, la guerre d'Espagne provoque la mort de 286 000 personnes selon les estimations les plus récentes⁴, les exécutions perpétrées par les nationalistes après 1939 étant exclues de cette macabre comptabilité. En Grèce, le camp gouvernemental enregistre plus de 10 000 pertes contre un bilan qui, pour les communistes, oscille entre 20 000 et 38 000 morts⁵. Chiffre à rapporter, bien entendu, aux 7,3 millions d'habitants que compte le pays en 1940. La guerre de Sécession, enfin, cause quelque 600 000 victimes. À l'aune des guerres civiles, le cas français se caractérise donc par un bilan, qui, pour dramatique qu'il soit, reste relativement modeste. Ce constat amène dès lors à refuser d'appliquer le terme de guerre civile au cas français, période de la Libération incluse. Ce qui amène à suggérer une hypothèse : la France ne bascule pas, durant les années sombres, dans la guerre civile dans la mesure où les protagonistes, tout simplement, la refusent.

○ LE REFUS DE LA GUERRE CIVILE

L'histoire, en règle générale, vise à expliquer les faits qui se sont déroulés, non à analyser ce qui ne s'est pas produit. Réfléchir sur l'absence de guerre civile revient par conséquent à s'aventurer sur un terrain pour le moins glissant, risque que l'on mesure mais qu'il faut endosser pour saisir la stratégie suivie par les camps en présence.

Quelques commentateurs affirment volontiers que la guerre civile n'est jamais voulue mais qu'elle découle d'un processus, voire d'un engrenage. Cette vision n'est pas sans fondements – la guerre de Sécession le démontre – mais elle est à coup sûr réductrice. Pour parvenir à leurs fins, certains acteurs s'affirment prêts à uti-

1. Jean-Pierre Azéma, « La Milice... », art. cité, p. 98-99.

2. Philippe Buton, « La France atomisée », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Paris, Le Seuil, coll. « Points/Histoire », 2000 (1^{re} éd. 1993), p. 429-430.

3. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 438.

4. Chiffre aimablement communiqué par Julio Arostegui.

5. David H. Close (dir.), *The Greek civil war. Studies of polarization*, Londres, Routledge, 1993, p. 9.

liser les moyens les plus extrêmes. Il « faudra tenir compte de ce que l'action doit revêtir une violence extrême pour réduire le plus vite possible un ennemi qui est fort et bien organisé. Sans aucun doute, tous les dirigeants des partis politiques, sociétés et syndicats non acquis au Mouvement devront être emprisonnés et soumis à des châtiments exemplaires afin d'étrangler les mouvements de rébellion ou les grèves » prescrit le général Mola, âme du complot, dans son Instruction réservée n° 1 du 25 mai 1936¹. « Il est nécessaire de propager un climat de terreur [...]. Toute personne œuvrant ouvertement ou secrètement à la défense du Front populaire doit être fusillée » ordonne-t-il de Pampelune². Dans le cadre espagnol, la guerre civile ne naît pas d'un dérèglement ou d'une radicalisation progressive des forces en présence. Elle est d'emblée acceptée, pour ne pas dire préméditée, par le camp franquiste, réplique, peut-être, au maximalisme d'un PSOE peut-être plus soucieux de faire la révolution – en parole sinon en actes – que d'enraciner une République encore fragile.

Dans cette optique, la Résistance en général et Charles de Gaulle en particulier entendaient-ils, pour prendre le pouvoir, plonger la France dans la guerre civile ? La réponse est de toute évidence négative. Ce refus se fonde au premier chef sur l'idéologie qui inspire de Gaulle. Malgré un long silence que rompt le *Manifeste* ramené par Christian Pineau en 1942, le chef de la France libre a d'emblée construit son projet politique sur des valeurs humanistes et démocratiques. En promettant de renouer après guerre avec la République, Charles de Gaulle s'interdisait d'imposer sa loi par la violence. Dans son esprit, le peuple, convoqué aux urnes, devait trancher. De Gaulle restera fidèle à cette conception en 1944 comme en 1958. « La dictature je sais comment on y rentre, je n'ai qu'un mot

à dire ; mais je ne sais pas comment on en sort » confie-t-il au résistant Philippe Viannay le 24 juillet 1944³, vision dont il ne se départira pas. En posant l'appel aux urnes comme horizon d'attente, le pouvoir gaulliste, de fait, renonçait à la violence pour reconstruire la France, force et démocratie s'excluant par définition. La volonté de rassembler les Français, par ailleurs, se situe au cœur du projet gaulliste – par idéologie autant que par nécessité. Aux yeux du général, les divisions avaient toujours conduit le pays au désastre ce qui l'incitait, au nom d'une certaine idée de l'histoire, à prôner l'union plutôt qu'à attiser les rancunes. Mais cet œcuménisme correspondait également à une nécessité. De Gaulle, en 1940, était seul. Il ne pouvait espérer s'imposer auprès des Français comme aux yeux des alliés qu'en ralliant des concours sans cesse plus nombreux ce qui l'obligeait à se garder de tout sectarisme. De fait, il accueillait à Londres vichystes et communistes, socialistes et démocrates-chrétiens, réactionnaires et progressistes. Cette volonté de rassemblement a d'ailleurs généré des structures inédites. Créé dans la clandestinité le 27 mai 1943, Le Conseil national de la Résistance regroupe ainsi l'ensemble des familles politiques françaises, le gros des organisations résistantes et les deux principaux syndicats. C'est au demeurant cette capacité à réaliser l'union qui oblige les alliés à reconnaître, bon gré mal gré, le Gouvernement provisoire de la République française. Combattant en démocrate pour la démocratie, Charles de Gaulle pouvait dès lors difficilement appeler les gaullistes à la guerre civile à moins de se condamner à la marginalité ou au coup de force, option récusée dès 1940. Ajoutons que la présence de l'occupant conduisait à la modération, l'attachement patriotique incitant à resserrer les rangs face à un ennemi honni

1. Cité par Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, op. cit., p. 176.

2. *Ibid.*, p. 176-177.

3. Philippe Viannay, *Du bon usage de la France. Résistance, journalisme, Glénans...*, Paris, Ramsay, 1988, p. 152.

plutôt qu'à attiser les brandons des discordes intestines.

La Résistance, mais pour d'autres motifs, suit une logique identique. Certaines de ses composantes, soulignons-le, récusait la violence pour des motifs éthiques. Les catholiques engagés dans la clandestinité, souvent venus des rangs de la démocratie chrétienne, refusent les assassinats au nom du message biblique tout comme les socialistes adhérant à l'humanisme jaurésien. Pour mener un combat, aussi juste fût-il, tout n'était pas permis. À de rares exceptions près, enfin, les résistants dans leur ensemble plébiscitent un retour à la démocratie. L'objectif n'est pas d'imposer sa loi, voire la révolution – au contraire des communistes grecs ou des républicains espagnols – mais de revenir à une République – certes rénovée – respectant le suffrage universel et rétablissant les grandes libertés démocratiques. C'est dire que la restauration prime ici sur la révolution. Commandé par l'idéologie, le refus idéologique de la violence se révélait par ailleurs tactiquement nécessaire. En Grèce, en Espagne, *a fortiori* aux États-Unis, chaque camp contrôlait un territoire où il pouvait enrôler des recrues, volontaires ou non. En France, en revanche, les forces clandestines ne dominaient aucun espace. Pour mobiliser leurs troupes, elles devaient donc utiliser d'autres armes qu'une terreur territorialisée, la persuasion par exemple. La presse clandestine s'engagea vaillamment dans cette voie. Répugnant, hormis les communistes, aux outrances de la propagande, elle privilégia une pédagogie explicative visant à réveiller les consciences plus qu'à endoctriner les âmes. Les forces clandestines, enfin, mesuraient les risques que les actions violentes faisaient courir aux civils. Les représailles contre les otages dont usèrent les Allemands, en 1941 notamment, les dissuadèrent souvent de recourir à un mode d'action trop coûteux en vies humaines. Les communistes, on le sait, ne partageaient pas cette prudence. Minoritaires, ils ne pouvaient cependant pas im-

poser leurs vues autrement qu'en montrant l'exemple, émulation doublée d'un discours stigmatisant « l'attentisme » des autres forces clandestines.

Principes idéologiques et nécessités tactiques ont donc conduit la résistance à refuser une logique de la guerre civile d'autant que les clandestins ne se méprenaient pas sur la hiérarchie des priorités. Ils entendaient combattre l'occupant allemand avant tout, accessoirement ses complices français sans pour autant souhaiter mettre la France à feu et sang. Tous, certes, ne partageaient pas cette logique. Sous couvert de patriotisme, quelques groupes soldaient de vieux comptes, voire se livraient à de purs actes de banditisme. En 1944, le maquis Le Coz terrorise ainsi le pays de Loches en Indre-et-Loire. Le maquis, de même, vit souvent sur le pays, appelé, plus ou moins volontairement, à le ravitailler. Et la résistance, on le sait, n'a pas hésité à user de menaces verbales ou physiques à l'encontre des collaborateurs ou supposés tels, menaces parfois mises à exécution, les miliciens et leurs familles en firent la douloureuse expérience. Ces exemples restent malgré tout l'exception, d'autant que l'unification des forces clandestines les soumettait, théoriquement du moins, à un pouvoir gaulliste peu disposé à tolérer des débordements de violence.

Vichy s'inspirait en revanche d'une logique différente. Par son principe et ses aspirations, la Révolution nationale pouvait conduire à la guerre civile. Discours de haine et pratiques répressives pavèrent un chemin qui pouvait mener à des embrasements fratricides. Tel, pourtant, ne fut pas le cas. Les conditions objectives pouvant mener à une configuration de guerre civile ne furent jamais réunies, la faiblesse de la Résistance avant 1942 comme l'incapacité de Vichy à mobiliser des effectifs significatifs pour sa défense en 1944 prévenant la formation d'un tel dispositif. Le régime a, on le sait, évité de se doter d'un parti unique. Le rôle politique de la Légion, ferment de la discorde, a très vite été

contenu, l'administration refusant d'être placée sous le contrôle d'une organisation qui prétendait tout régenter. Une exigence bien entendu inacceptable aux yeux des fonctionnaires. La Milice, enfin, est créée tardivement – en janvier 1943 pour être précis. Vichy s'est donc contenté, si l'on ose dire, d'exercer sa violence en s'appuyant sur ses institutions régaliennes – police, gendarmerie, magistrature, parfois doublées de structures parallèles mais contrôlées par le pouvoir d'État. Ce faisant, le régime restait fidèle à une conception conservatrice de la politique qui assignait aux masses un rôle relativement effacé. La populace était conviée à fêter Philippe Pétain lors de ses déplacements ; la propagande devait modeler les esprits. Mais là s'arrêtait le rôle historiquement dévolu au peuple. Plus que la mobilisation ou la politisation des masses, le régime vichyste a donc plutôt tablé sur leur abstention. La capacité d'action du pouvoir reposait en dernier ressort sur le degré d'obéissance des grands corps de l'État.

Malgré leur culture républicaine, ces derniers ne rechignèrent guère à soutenir l'État français, mesures criminelles incluses¹. Ceci posé, et même dans la très pétainiste Afrique occidentale française, « aucun plan d'exécution de masse des suspects ne fut ni appliqué, ni préparé et l'assassinat politique resta l'exception. Même pour les décisions les plus iniques, la logique bureaucratique prévaut dans l'application des mesures répressives, avec ses règles et ses procédures². » Surtout, la victoire alliée qui se profilait refroidissait les enthousiasmes. Sentant le vent tourner, l'administration devenait moins zélée. Hormis une poignée de collaborationnistes, elle n'était guère disposée à mener, pour le compte d'un régime voué à la disparition, une guerre civile. Ce dernier, au demeurant, ne lui en demandait pas tant.

Philippe Pétain était en effet prisonnier de son mensonge. Affirmant qu'il avait cherché avant tout à retirer les Français de la guerre, il pouvait difficilement leur demander de livrer bataille d'autant que ce combat aurait servi une Allemagne dont il avait prétendu borner les exigences. Se flattant de protéger la population, il pouvait tout aussi difficilement l'appeler au meurtre. Le pays, par surcroît, se libérait grâce aux Anglo-saxons, non grâce aux Soviétiques, ce qui rendait l'épouvantail bolchevique particulièrement malaisé à agiter. Ces raisons idéologiques et tactiques conduisaient donc Philippe Pétain à prôner l'attentisme – une vision qui correspondait au souhait de ses maîtres allemands. « Jamais on n'avait envisagé la participation du gouvernement français à la défense de son territoire, ni, comme la propagande le répétait avec tant d'emphase, à celle de l'Occident ou de la forteresse Europe. On ne demandait que deux choses à Pétain : exhorter les autorités françaises au loyalisme et par la suite, en cas de débarquement, la population au calme³. » Logique qui se situe, on l'admettra, aux antipodes d'une guerre civile fondée – entre autres – sur la mobilisation des populations.

○ UNE AFFAIRE DE MÉMOIRE ?

Idéologie, stratégie, tactique se conjuguent donc pour expliquer que la France, entre 1940 et 1944, n'ait pas basculé dans la guerre civile d'autant que la présence allemande a induit un effet de brouillage. Le patriotisme commandait en effet de privilégier la lutte contre l'ennemi plutôt que de réveiller les discordes passées – impératif dont Vichy ne se soucia guère entre 1940 et 1942 mais qui, aux yeux de la population, demeurerait crucial. Dans cette abstention, la mémoire a, semble-t-il, joué un rôle capital. Le souvenir du passé – sa réinter-

1. Cf. les analyses de Marc Olivier Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

2. Pierre Ramognino, *Pierre Boisson...*, thèse citée, p. 503.

3. Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, p. 423.

prétation tout au moins – explique que les protagonistes aient hésité à s'engager dans la voie d'un combat fratricide.

Loin d'apparaître comme une solution sinon acceptable, du moins admissible, la guerre civile, en France, a été depuis le 19^e siècle frappée d'infamie. « Une mémoire de gauche a chargé les opposants à la Révolution de tous les crimes et a rejeté sur les "circonstances" les causes des mises à mort, préférant valoriser les promesses contenues par les discours. À l'inverse, une mémoire de droite a souligné les contradictions mortifères entre discours et réalités, concluant à la malignité du processus révolutionnaire¹. » Quel que soit le regard porté sur la Révolution, la guerre civile a donc toujours été considérée comme un mal absolu qui discréditait la cause même qu'elle prétendait servir. Les acteurs ont sans doute mesuré ce péril et la responsabilité historique qu'ils endossaient en attisant les brandons des haines fratricides. Les dirigeants, certes, n'avaient vécu ni la Terreur, ni la prise de la Bastille. Le souvenir de ces épisodes n'en restait pas moins vivace, cultivé par les appareils idéologiques de la République, réactivé par les crises (boulangisme, affaire Dreyfus...) où se jouait sur un mode mineur la lutte opposant depuis 1789 bleus et blancs. Par sa force contraignante, ce contre-modèle fonctionnait donc comme un repoussoir. En obligeant les acteurs à éviter la réédition du drame révolutionnaire, il les incitait à la modération sous peine de discréditer leur cause. Cette obsession, côté vichyste, n'a bien entendu guère joué en 1940, voire en 1941. À cette époque, la victoire allemande paraissait assurée et le régime se sentait suffisamment fort pour imposer sa Révolution nationale sans s'encombrer de réminiscences historiques inutiles. En 1944 se déroulait en revanche une toute autre bataille. Les chefs de l'État français savaient qu'ils devraient rendre des comptes à la

justice. Le procès de Pierre Pucheu suivi par son exécution en mars 1944, sonnait de ce point de vue comme un sinistre présage. Dès lors, les dirigeants ne pouvaient plus se battre que sur le terrain de la postérité, en évitant d'encourir, devant les juges puis devant l'Histoire, le reproche d'avoir engagé le pays dans une guerre civile alors que la partie était perdue. Jusqu'au débarquement, Pierre Laval avait soutenu les Miliciens, invitant Joseph Darnand à déferer « devant les cours martiales le maximum de terroristes pris sur le fait² ». Dès lors que la messe est dite et que son régime se disloque, il se désolidarise des crimes commis, condamnant notamment l'assassinat de Jean Zay et de Georges Mandel. « Un tel acte est en contradiction formelle avec la loi de la guerre ; il est de nature à aggraver les dissensions internes de la France et ce serait une singulière préface à des conversations avec les Anglo-saxons alors qu'il faudra un jour ou l'autre causer avec eux³. » Ces propos le démontrent, la mémoire de la guerre civile n'a en rien imposé sa force contraignante aux acteurs. Mais elle a joué de façon instrumentale, comme un contre-modèle auxquels les acteurs vichystes se sont référés dès lors que la partie était perdue.

Pour Charles de Gaulle, le passé représente un cadre référentiel où il puise des éléments de réflexion plus qu'une donnée s'imposant consciemment ou inconsciemment à lui. Dans ses discours, le chef de la France libre valorise ainsi les personnages qui, dans l'histoire tourmentée du pays, ont réussi à incarner l'union. Jeanne d'Arc⁴, Clemenceau⁵, Foch⁶... sont tour à tour exaltés, témoignant d'une vision oeu-

2. Pierre Laval, discours du 21 janvier 1944, cité in Fred Kupferman, *Pierre Laval. 1883-1945*, Paris, Balland, 1987, p. 436.

3. Propos cité par Fred Kupferman, *ibid.*, p. 445.

4. Charles de Gaulle, discours du 10 mai 1941, cité in Charles de Gaulle, *Discours et messages. 1940-1946*, Paris, Plon, 1970, p. 85.

5. Charles de Gaulle, discours du 11 novembre 1941, *ibid.*, p. 130-131.

6. Charles de Gaulle, message du 27 mars 1943, *ibid.*, p. 277.

1. Jean-Clément Martin (dir.), *La Guerre civile...*, *op. cit.*, p. 60.

ménique de l'histoire associant civils et militaires, croyants et incroyants, conservateurs et progressistes, hommes de la Révolution et de l'Ancien régime. Mais le passé sert également de contre-modèle en offrant des parallèles historiques dont de Gaulle exclut la réédition. De ce point de vue, la Commune pèse sans doute d'un poids plus lourd que la Révolution française, l'épisode de l'insurrection parisienne le révèle. De Gaulle, on le sait, se montrait favorable à l'insurrection nationale. Mais il craignait dans le même temps qu'un soulèvement ne crée dans la capitale une dynamique révolutionnaire servant les intérêts du Parti communiste français. Or il n'entendait ni entrer dans une ville plongée dans l'effervescence révolutionnaire, ni endosser les habits de Monsieur Thiers en réprimant les insurgés. La référence à la Commune vient donc tout naturellement à l'esprit des responsables politiques du GPRF. « Une explosion de joie se traduira naturellement par quelques jours de chômage. Il est donc vain et dangereux de donner des instructions de reprendre le travail immédiatement si l'on est sûr d'être désobéi. Quant aux mots "en ordre", ils rappellent le vocabulaire des Versaillais qu'auraient certainement repris Giraud ou Weygand. Ils seront jugés blessants par les ouvriers » câble le conseiller politique du Général, Georges Boris, au commissaire à l'Intérieur Emmanuel d'Astier¹. « Allez vite » ordonne de Gaulle à Leclerc avant la libération de Paris. « Nous ne pouvons pas avoir une nouvelle Commune². » Le souvenir de la guerre civile – qu'il emprunte les traits de la Révolution ou de la Commune – a donc vraisemblablement pesé, dans une mesure difficile à quantifier, pour inciter le pouvoir gaulliste à prôner la modération. De Gaulle, au vrai, ne jugeait-il pas « révolus les temps funestes où les Français luttèrent entre eux sans se comprendre et sans s'aimer. Parce que les Français,

éclairés par l'affreuse lumière du désastre, de la misère et de la trahison, ne veulent plus s'inspirer, les uns vis-à-vis des autres, que de la simple et consolante fraternité³. »

La mémoire des guerres civiles a-t-elle enfin contribué à modeler le comportement des Français ? Pour une large majorité, le souvenir des affrontements fratricides a sans doute contribué à modérer les ardeurs sanguinaires. La presse de la résistance contient fort peu d'appels aux meurtres – et ces appels visent avant tout l'occupant ; les mouvements et réseaux, dans leurs recrutements, se sont montrés peu sectaires, associant volontiers des hommes venus des horizons les plus divers. Combat – où Guillaumin de Bénouville, ancien de l'Action française, cohabite avec l'homme de gauche Claude Bourdet – représente un exemple qui, pour être significatif, n'est pas exceptionnel. Le cas des vichysto-résistants démontre au demeurant que l'on passe somme toute aisément d'un camp à l'autre, du moins jusqu'en 1942, fluidité qui ne semble guère caractériser l'Espagne ou la Grèce de la guerre civile. Le souvenir des affrontements fratricides a donc pu jouer pour inciter les forces clandestines à l'œcuménisme. Mais d'autres références ont également pu peser, dans un sens positif cette fois. La Troisième République n'avait en effet triomphé de ses ennemis que par le ralliement successif de ses opposants, orléanistes d'abord, catholiques ralliés ensuite, radicaux et socialistes acceptant de soutenir un régime dont ils espéraient redessiner les contours. L'Union sacrée réalisée durant la première guerre mondiale avait surtout prouvé que les Français, en surmontant leurs divisions avait réussi à défaire l'Allemagne et ses alliés. À la différence de l'Espagne ou de la Grèce, l'histoire de France offrait donc des « modèles de concorde » qui contrebalançaient le souvenir horrifié des affrontements

1. Boris à d'Astier, 11 août 1944, AN F¹A 3716.

2. John Keegan, *Six armées in Normandy*, Londres, Penguin Books, 1994, p. 306

3. Charles de Gaulle, discours du 10 mai 1942, in Charles de Gaulle, *DM, op. cit.*, p. 183.

ments fratricides. La stratégie d'union nationale menée par Charles de Gaulle, l'unification de la résistance réalisée au sein du CNR, l'amalgame des FFL, des giraudistes et de l'armée vichyste dupliquent, quoi que dans des styles différents, les gouvernements de concentration républicaine ou d'Union sacrée réalisés naguère.

Le concept de guerre civile, on l'aura compris, ne semble ni pertinent, ni heuristique pour caractériser la France des années sombres – à moins d'assimiler toute violence exercée contre une population à une guerre civile. Pour des raisons idéologiques, stratégiques et tactiques, pouvoir gaulliste – sur l'ensemble de la période – et État français – en 1944 – ont évité de plonger la France dans un bain de sang, au rebours des drames qui ont endeuillé l'Espagne, la Grèce ou les États-Unis. La part de la mémoire dans cette exemption reste, pour des raisons évidentes, difficile à apprécier. Nul doute, pourtant, que l'image négative portée par la Terreur ou la Commune a atténué les haines que des Français purent se manifester. C'est pourtant au prisme de la guerre civile que les acteurs se remémorent parfois les années sombres. Le climat de guerre civile créé par l'État français comme la violence d'affrontements fratricides localisés mais violents

(songeons à la Savoie) a sans doute contribué à forger une mémoire prompte à retenir l'image sombre d'une France plongée, à la Libération, dans des affrontements fratricides. L'historien sera peut-être tenté de se démarquer de cette vision passionnée pour souligner que les modèles de concorde ont pu offrir des voies alternatives auxquelles se référer. Ces modèles, faut-il le souligner, faisaient cruellement défaut aux Espagnols, habitués aux luttes intestines, défiant à l'égard d'une démocratie libérale dont ils n'avaient perçu que la caricature et les dysfonctionnements. Qu'il s'impose aux consciences ou qu'il soit instrumentalisé, le passé offre parfois des leçons dont s'inspirent les peuples. Les transitions démocratiques pacifiquement accomplies en Espagne, en Grèce, voire en Tchécoslovaquie ou en Afrique du Sud démontrent que cette heureuse issue n'a pas été réservée à la seule France, l'orgueil national dut-il en souffrir.



Professeur des universités à l'École normale supérieure de Cachan, Olivier Wieviorka (oliwievi@club-internet.fr) travaille sur les années sombres auxquelles il a consacré plusieurs études. Il a, par ailleurs, succédé à Jean-Pierre Rioux à la rédaction en chef de Vingtième siècle. Revue d'histoire.